

SYRIE

Tractations de l'opposition à Istanbul, les violences s'amplifient

Le Conseil national syrien, la coalition la plus large et la plus représentative de l'opposition, menait des tractations à huis clos hier à Istanbul avec d'autres opposants syriens pour tenter d'obtenir leur ralliement alors que les violences s'amplifiaient à travers le pays.

Des discussions ont lieu depuis plusieurs jours avec Burhan Ghalioun, universitaire à Paris et opposant de longue date, ainsi qu'avec des Kurdes et des représentants des tribus, a déclaré à l'AFP Halit Hoca, membre du Conseil national syrien (CNS).

«Quand le CNS se réunira, il s'agira d'une nouvelle assemblée, élargie à tous ces nouveaux courants», a assuré M. Hoca, ajoutant que la réunion du Conseil national, initialement prévue pour hier, ne pourrait avoir lieu «avant aujourd'hui dimanche au mieux», après la fin des pourparlers.

Cette réunion doit permettre en particulier l'élection du président du CNS et de ceux des différentes commissions.

«La composition définitive du Conseil national syrien (...) doit être annoncée dans les deux prochains jours», ont affirmé les Comités locaux de coordination

(LCC), qui organisent les manifestations anti-régime sur le terrain.

Selon des sources diplomatiques à Damas, la montée en puissance du CNS pourrait découler d'un accord entre Américains, Turcs et Frères musulmans et fédérer les trois principales tendances : «Nationalistes», «libéraux» et «islamistes.»

Parallèlement, la répression a fait trois nouvelles victimes, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH) alors que les violences entre forces de sécurité et déserteurs s'amplifiaient.

Deux jeunes hommes ont succombé hier à des blessures causées la veille par des tirs des forces de sécurité à Harasta et à Qodsaya, près de la capitale. Le corps d'un troisième jeune homme, arrêté vendredi, a été remis à ses parents à Talbisseh, dans la province de Homs



Photos : DH

(centre), a indiqué l'OSDH. Vendredi, les affrontements entre forces de sécurité à déserteurs, devenus une véritable guerre à Rastane (centre), se sont étendus à la province voisine de Hama, plus au nord, causant la mort de onze personnes, cinq civils et six militaires.

Dans la province de Homs, plus au sud, huit civils ont été tués vendredi par les balles des forces

de sécurité ou au cours de perquisitions dans plusieurs quartiers de la ville et des localités alentours, ont annoncé des militants.

La répression de la contestation contre le régime du président Bachar al-Assad a déjà fait, selon l'ONU, plus de 2 700 morts depuis l'amorce du mouvement à la mi-mars.

En outre, l'OSDH a exprimé des craintes pour la vie d'Anas al-

Chougri, un jeune militant qui avait été «à la pointe» de la contestation à Baniyas (nord-ouest) jusqu'à son arrestation en mai.

«Des informations sûres affirment qu'Anas a été torturé et blessé à la tête dans les locaux des services de sécurité», a dénoncé l'OSDH, basé au Royaume-Uni. «Il y a des craintes qu'il ne trouve le même sort que celui de Ghiath Matar», un militant de Daraya (près de Damas) qui est mort récemment sous la torture.

Anas al-Chougri, 23 ans, avait été le premier à appeler les habitants de Baniyas à «briser le mur de la peur» et à rejoindre la révolte contre le régime de Bachar al-Assad, selon l'OSDH.

Au plan diplomatique, le Conseil de sécurité de l'ONU tente toujours d'adopter une résolution sur la répression en Syrie, une tâche compliquée par les divisions au sein du Conseil entre la Russie et les Occidentaux.

Les pays occidentaux ont renoncé au mot «sanctions», optant pour le terme de «mesures ciblées» dans l'espoir de surmonter l'opposition de Moscou, qui a fait circuler son propre projet de résolution qui ne contient pas de menace de mesures quelconques.

ÉGYPTE

Le chef d'état-major rencontre des chefs de partis politiques

Le chef d'état-major de l'armée, Sami Anan, a rencontré hier des responsables de plusieurs partis politiques, au lendemain d'une importante manifestation sur la place Tahrir du Caire pour exiger une accélération des réformes, a-t-on appris de source militaire.

M. Anan s'est entretenu avec des responsables de la «coalition démocratique», une alliance électorale regroupant l'influent parti des Frères musulmans et une trentaine de formations, de toutes obédiences, y compris laïques, notamment le parti libéral Wafd, a précisé à l'AFP la source militaire.

Au cours de cette réunion, les partis ont réclamé l'abrogation de l'article 5 de la loi électorale élaborée par l'armée qui stipule que deux tiers des sièges au Parlement doivent revenir à des candidats affiliés à des partis et que le tiers restant se compose de personnalités indépendantes.

L'armée avait déjà annoncé mardi que les premières élections législatives depuis la chute du régime de Hosni Moubarak se tiendraient sur quatre mois à partir du 28 novembre, après quoi l'armée a promis le retour à un pouvoir civil, avec une élection présidentielle en 2012.

Mais la «coalition démocratique» a menacé de boycotter ces élections, estimant que l'article 5 favorisait un retour de proches de M. Moubarak.

Sami Anan est le numéro 2 du Conseil suprême des forces armées (CSFA), qui dirige l'Égypte depuis la chute le 11 février du président Hosni Moubarak, renversé par une révolte populaire. Cette

rencontre intervient alors que plusieurs milliers de manifestants sont revenus vendredi sur la place Tahrir en accusant l'armée de gérer le pays de manière opaque et de perpétuer le dispositif répressif du passé, à deux mois du début d'élections législatives aux modalités contestées.

Certains manifestants, restés sur la place en affirmant qu'ils ne partiraient qu'une fois leurs revendications satisfaites, ont été délogés hier par les forces de l'ordre, a annoncé l'agence de presse officielle Mena.

Plusieurs manifestants ont été arrêtés après avoir refusé de quitter la place et avoir jeté des pierres sur les forces de sécurité, a ajouté l'agence. La plupart des organisations qui avaient participé au rassemblement de vendredi avaient annoncé qu'elles ne prendraient pas part à ce sit-in.

Une dizaine d'arrestations avaient déjà eu lieu vendredi quand 300 manifestants ont tenté de se rendre au ministère de la Défense.

Le CSFA a régulièrement affirmé son engagement en faveur de la démocratie. Des manifestants se rassemblent toutefois presque chaque semaine sur l'emblématique place Tahrir pour exprimer leur colère et leur frustration quant à sa gestion de la transition.

NÉGOCIATIONS

Les Palestiniens veulent des garanties sur la colonisation

Le négociateur palestinien Nabil Chaath a exigé hier du quartet sur le Proche-Orient une référence explicite à un gel de la colonisation et que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu l'accepte publiquement.

Par la même occasion, il a réitéré ses vives critiques à l'encontre de l'envoyé spécial du quartet, Tony Blair, accusé d'avoir un parti pris pro-israélien.

«Nous n'accepterons pas le communiqué tant que M. Netanyahu ne l'acceptera pas publiquement, ainsi que son interprétation», a déclaré M. Chaath lors d'une conférence de presse.

Il faisait référence à la déclaration publiée le 23 septembre par le quartet pour le Proche-Orient (Etats-Unis, UE, ONU, Russie) proposant une reprise des négociations de paix pour aboutir à un accord final fin 2012.

«Le quartet doit maintenant dire clairement, après l'annonce par M. Netanyahu de 1 100 unités de logement (dans le quartier de colonisation juive de Gilo, à Jérusalem-Est, ndlr), ce qu'il entend comme termes de référence, et ensuite nous voulons que



Yasser Abed Rabbo.

M. Netanyahu dise qu'il accepte», a-t-il ajouté.

«Nous ne reviendrons pas aux négociations sans arrêt total de la colonisation — naturellement il doit aussi y avoir un arrêt total de la violence, et c'est notre engagement — et une acceptation claire des termes de référence», a-t-il précisé.

«Nous n'allons pas faire ce que M. Blair a suggéré auparavant : «Vous avez votre interprétation, ils ont la leur, et vous allez négocier pour discuter de vos interprétations». Cela nous prendrait les 20 prochaines années», a estimé M. Chaath.

«J'ai dit récemment à New York qu'il parlait parfois comme un diplomate israélien, ce qui est vrai. Sa principale préoccupation est de ne pas irriter les Israéliens, c'est pourquoi il s'est retrouvé à simplement vendre leurs projets, ce qui le rend très peu utile pour nous», a-t-il indiqué au sujet de M. Blair.

«Nous n'avons pas encore présenté de demande officielle pour son remplacement. Nous préférons en discuter avec le quartet lorsque nous aurons la possibilité de le rencontrer», a-t-il dit, en réponse à une question sur une éventuelle demande palestinienne de relever M. Blair de ses fonctions.

Le secrétaire général du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) Yasser Abed Rabbo a relevé jeudi des «éléments encourageants» dans le communiqué, citant la référence à la «feuille de route» du quartet de 2003 qui exigeait à la fois «la cessation de la violence et du terrorisme» et un «gel de la colonisation» israélienne.

Il y a vu «un appel clair à un arrêt définitif de la colonisation sous toutes ses formes».

Le gouvernement israélien s'est refusé au contraire à interpréter ce texte comme un appel au gel de la colonisation.